

Notre Dossier

Education  
Vive l'école !

Aujourd'hui, c'est jour de rentrée pour de milliers d'écoliers, collégiens et lycéens sur l'ensemble du territoire national. Idem pour

des parents qui verront leurs habitudes bouleversées par les activités scolaires de leurs progénitures. Chaque rentrée est unique,

en ce qu'elle a ses particularités, ses imprévus, ses pulsions. L'Union accompagne ce moment majeur dans la vie d'un pays à tra-

vers un dossier qui donne une large vue sur l'école gabonaise aujourd'hui, à travers ses acteurs mais aussi sur ses fondements.

Infrastructures et équipements scolaires

Quoi de neuf pour la nouvelle année ?

Frédéric Serge LONG  
Libreville/Gabon

L'ANNEE scolaire 2017-2018 qui s'ouvre ce lundi matin n'enregistrera pas trop d'avancées en ce qui concerne la construction de salles de classes. Tout le monde peut, d'ailleurs, s'en apercevoir. « Nous n'avons, peut-être, pas construit de nouveaux établissements, du fait de nombreux facteurs (occupation anarchique des propriétés appartenant au ministère, conflit de compétence domaniale avec certaines entités, relogement, etc.), mais plusieurs capacités d'accueil ont été renforcées, notamment par la construction des salles de classe, dans certaines structures existantes. Avec des toilettes, logements, laboratoires et salles infor-

matiques. Entre 2009-2015, près de 523 salles ont été mises en place. Ce qui pourrait donner lieu à une cinquantaine de nouveaux CES», nous a confié un responsable de la direction générale du Patrimoine et des Equipements au ministère de l'Éducation nationale.

Le besoin est pourtant là. Le nombre d'élèves admis tant à l'enseignement primaire qu'au secondaire étant passé du simple au double. La récente tournée d'inspection des établissements par le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Nadine Patricia Anguile Obame, et son délégué, Joseph Moundziegou, a montré à suffisance l'ampleur du manque d'infrastructures au sein de nos écoles primaires, lycées et collèges. Quand il ne s'agissait pas



Photo : AEE

Un bâtiment en réfection au lycée Paul Indjendjet Gondjout.

de salles de classe frappées de vétusté et de délabrement, c'était plutôt à des tables-bancs quasiment détruits qu'on avait à faire. Les lieux d'aisance, à certains endroits, n'existent plus. Dans ce registre, les années passent, mais la préoccupation reste toujours entière. Et tout ceci se produisant dans un contexte économique particulièrement difficile, et où l'État doit faire face à de

nombreuses sollicitations. Mais la solution pourrait bien arriver d'ici juin 2018, si l'on se réfère au chronogramme de la mise en œuvre du Programme d'investissement dans le secteur de l'éducation (Pise), soutenu par un financement de l'Agence française de développement (AFD). Au cours de la réunion conjointe, le mercredi 27 septembre dernier, entre le ministère de

l'Éducation et les représentants de l'Agence nationale des grands travaux et d'infrastructures (ANGTI), le coordonnateur national d'appui au Pise, Luc Ngaba, avait fait entendre : « il faut d'abord mener des études de maîtrise d'exécution, de contrôle, d'impact environnemental et social sur chaque site, puis procéder au lancement des marchés de construction d'établissements. En ce moment, nous sommes en train de procéder au recrutement des consultants pour réaliser ces études qui permettront d'adapter aisément les plants types élaborés (bâtiments plein pied, R+1 et R+2) à la nature de l'établissement prévu.» Pendant ce temps, la mesure de transformation de certaines écoles primaires en CES continue de faire

couler beaucoup d'encre et de salive. Ceux de Batavéa et du centre urbain avaient ouvert le bal en 2015-2016. D'autres ont emboîté le pas : écoles publiques de Damas 2, de l'ENS A, de Plaine-Niger, etc.

A ce jour, cette mesure palliative, qui avait surpris plus d'un, s'avère-t-elle encore efficace ? Ne crée-t-elle pas en réalité d'autres difficultés ?

En tout cas, syndicalistes et parents d'élèves s'accordent à dire que c'est comme déshabiller Pierre pour habiller Paul. En réalité, le problème, lui, reste entier et montre ses limites par rapport à la question des effectifs pléthoriques au primaire où on se retrouve avec, parfois, plus de 50 enfants par enseignant.

Insécurité au sein des établissements scolaires

La présence de la police pour la combattre ?

Prissilia M.MOUIY  
Libreville/Gabon

ON se rappelle encore du drame survenu au collège d'enseignement secondaire Léon-Mba. Un élève avait succombé à ses blessures après avoir été agressé par son camarade. Un fait qui avait ému plus d'un tant les agressions à l'arme blanche sont devenues courantes au sein de nos établissements scolaires ces dernières années. Du lycée Jean-Hilaire Aubame Eyeghe (LJHAE), à Paul Indjendjet Gondjout (LPIG), en passant par Jean-Baptiste Obiang Etoughe de Sibang et le CES d'Akébé, la violence est devenue banale et va grandissante. Une situation qui

mérite une attention particulière en ce début d'année académique.

A l'origine de ce phénomène nouveau, la démission de certains parents qui ne remplissent plus leur rôle d'éducateurs, la consommation des drogues et des boissons alcoolisées ainsi que le phénomène de la présence des troquets à côté de certains établissements scolaires. Il y a aussi la situation géographique de certains établissements qui en fait des cibles des vandales. « En sept mois, nous avons enregistré plus de huit cambriolages au lycée Jean-Baptiste Obiang Etoughe de Sibang. Des brigands visitent nos bureaux en période de vacances, comme pendant l'année scolaire. Les portes sont fracturées en permanence. L'insécurité à Sibang



Photo : SNN

Le proviseur du lycée Jean-Baptiste Obiang Etoughe : " en sept mois, nous avons enregistré plus de 8 cambriolages".

est surtout envirognante. L'établissement se trouve dans un quartier sous-intégré, caractérisé par la précarité. Les bandits des

environs nous visitent tous les soirs en pensant trouver des biens. Notre gardien les affronte tout seul au péril de sa vie. Nous le décou-

vrons parfois ligoté, le matin», se plaint Aloïse Etoughe Assame, proviseur du lycée Jean-Baptiste Obiang Etoughe de Sibang. L'absence de barrières est la principale source d'insécurité dans plusieurs structures scolaires, à l'exemple du lycée d'Oloumi. « Il y a un mur qui sépare le lycée d'Oloumi et le cimetière municipal, devenu un repaire de voyous. Après l'effondrement de ce mur, tous les malfrats s'infiltrèrent dans notre établissement pour accomplir leurs sales besognes, notamment la consommation des drogues, s'adonner à des ébats sexuels, etc. Une autre cause d'insécurité est du fait de nos enfants régulièrement inscrits au lycée. Ils portent sur eux des armes blanches dont des couteaux, des ciseaux, du tournevis, et du

chanvre indien. Nous n'avons pas l'autorisation de les fouiller. Les autorités doivent nous la donner. Lorsqu'on prend un élève la main dans le sac, tout ce que nous faisons, c'est l'exclusion de l'établissement», a fait savoir Désiré Boucalt, proviseur du lycée Paul Emame Eyegue.

La proportion que prend l'insécurité en milieu scolaire est assez inquiétante. Combattre ce phénomène nouveau ne devrait plus être l'apanage des seuls responsables d'établissements scolaires, mais aussi des parents et de la tutelle. Aussi, les chefs d'établissements suggèrent-ils pour y mettre fin la présence de la police au sein des écoles.

Culture d'excellence

Qu'est devenu le lycée scientifique d'Owendo ?

AJT  
Libreville/Gabon

Parmi les établissements transformés en collèges pour accueillir que les classes de 6e, figure en bonne place le lycée de l'Excellence d'Owendo, ex-

bonaise dans le domaine des sciences. « Le lycée scientifique était une référence en matière d'enseignements. Lorsqu'on y avait son enfant, c'était l'avenir assuré. L'enseignement était vrai. Aujourd'hui, le lycée a été transformé et on se demande ce qu'est devenue cette initiative qui

pourtant marchait», s'interroge un ancien élève, aujourd'hui professeur de sciences dans un lycée de Libreville. Comme lui, beaucoup se demandent ce qu'il est advenu du lycée scientifique. « Une plate-forme d'excellence qui a disparu, sans qu'on ne sache véritable-

ment pourquoi», se désolait-il. En ce moment où l'on parle de redorer l'école gabonaise et promouvoir l'excellence, dans l'optique de l'adéquation formation-emploi, ne serait-il pas bénéfique que la nouvelle équipe ministérielle puisse penser à remettre une telle

initiative à l'ouvrage ? Il y a, certes, le Prytanée militaire de Libreville (PML) et, dans une moindre mesure, le lycée d'Application Nelson Mandela, établissement d'excellence à ses débuts. Mais en matière d'excellence, l'abondance ne nuit jamais.